

Document 1 : S. BERSTEIN, La démocratie aux Etats-Unis et en Europe Occidentale de 1918 à 1989, Vuibert, Paris, 1999 . présentation (extraits)

La définition fournie par le dictionnaire de la « démocratie comme le régime politique où la souveraineté est exercée par le peuple » est évidemment fondamentale, mais elle est théorique. Elle se réfère à la célèbre formule de Montesquieu dans *L'esprit des lois* : « Lorsque dans la République, le peuple en corps a la souveraine puissance, c'est une démocratie ».

La définition est doublement réductrice pour l'historien. D'une part, elle limite la démocratie à une des formes de la souveraineté, en faisant l'impasse sur les pratiques et les conséquences qu'elle comporte. D'autre part, pour qui se situe au XXe siècle, elle ignore que la démocratie est susceptible de multiples variantes. De fait, l'histoire a connu des expériences démocratiques fort diverses. Il est évident que la démocratie athénienne, réservée aux seuls citoyens, excluant les esclaves et les métèques, a peu à voir avec la démocratie moderne ; or, à l'époque de Montesquieu, c'est la seule véritable référence en la matière. Le XIXe siècle, pour sa part, a connu des expériences démocratiques dans un cadre autoritaire. Le second empire a ainsi pu être défini comme un césarisme démocratique puisque la souveraineté appartenait bien au peuple qui délguait par plébiscite à l'empereur et votait au suffrage universel pour désigner les députés au corps législatif ; les principes démocratiques y sont présents, mais leur mise en œuvre est biaisée.[...] la démocratie doit s'entendre comme le système politique de la démocratie libérale, c'est à dire la forme de système politique établie par l'histoire au sein de laquelle la démocratie elle que l'envisageait Montesquieu entre en composition avec le libéralisme qui garantit à tous les citoyens les libertés fondamentales (liberté individuelle, liberté de conscience, liberté d'expression...) et l'égalité devant la loi.

Document 1bis : S. BERSTEIN, La démocratie aux Etats-Unis et en Europe Occidentale de 1918 à 1989, Vuibert, Paris, 1999 . présentation (extraits)

Par ailleurs, la démocratie moderne ne saurait se limiter à l'exercice des droits politiques par le peuple dans le cadre du suffrage universel. La participation du peuple à la souveraineté suppose qu'il ait les moyens de se prononcer en toute connaissance de cause, d'échanger idées et arguments, de comprendre les choix qu'on lui propose, ce qui implique un système éducatif donnant à tous les connaissances indispensables et la formation nécessaire, des vecteurs d'information permettant la diffusion des idées, des forces politiques susceptibles de proposer des projets et de les porter au niveau du pouvoir afin de les réaliser. Il n'est pas de jeu démocratique possible sans une société adéquate qui en rende le fonctionnement possible. Enfin, la démocratie ne saurait se cantonner au seul terrain politique, même si celui-ci est essentiel. La participation du peuple tout entier à l'exercice du pouvoir, à travers le processus électoral, a pour corollaire la prise en compte de ses besoins et de ses aspirations. Or ceux ci sont multiples et parfois contradictoires et il appartient au pouvoir politique, issu des consultations électorales, d'arbitrer entre les intérêts des divers groupes sociaux. Globalement l'histoire depuis la plus lointaine Antiquité, révèle que la démocratie a pour fonction de tenter de corriger, ne fut-ce qu'à la marge, au profit des éléments les plus faibles et démunis de la société, les inégalités dans la répartition des richesses et des fortunes. En d'autres termes, il ne saurait y avoir de démocratie politique dans des formes, qui peuvent être fort variées, de démocratie sociale.

Que les pays « démocratiques » se ressemblent se signifie pas qu'ils aient en commun la démocratie. Peut-être, après tout, est-ce précisément la renonciation à l'idéal démocratique qui les caractérise. La division du travail politique n'est pas en elle-même contraire à la démocratie mais le plus souvent de tels mécanismes semblent favoriser en pratique, la perpétuation d'une élite. De même l'économie de marché n'est sans doute pas intrinsèquement incompatible avec la démocratie, mais qu'en est-il quand elle fonctionne sans référence aux intérêts ou aux préoccupations de la plupart de ceux qui y participent ? Les droits de l'homme, enfin, expriment clairement une dimension de l'idée démocratique : que la volonté de la majorité ne l'emporte légitimement que si elle exprime un intérêt général, et non ses propres intérêts égoïstes. Mais qu'en est-il quand un principe (exemple l'abolition de la peine de mort) est imposé au nom des droits de l'homme contre l'avis majoritaire.... ?

Admettons de définir l'idée démocratique par le gouvernement « du peuple, par le peuple, pour le peuple » selon les termes d'Abraham Lincoln à Gettysburg (18 novembre 1863). Peut-on être sûr que les intérêts du peuple seront d'autant mieux servis que la participation populaire au gouvernement sera plus directe et plus intense ? Pour les auteurs classiques, il était évident que non. En l'absence d'un encadrement strict par les lois et les mœurs, la démocratie dérive naturellement vers la démagogie. (*Il s'ensuit une*) ligne de partage entre deux principes de méfiance : à l'égard des élites pour certains, à l'égard du peuple pour d'autres. (*Ces positions apparemment contradictoires ont en commun*) de postuler qu'il n'y a pas de lien nécessaire entre l'origine du pouvoir (*du peuple*), les modalités de son organisation (*par le peuple*) et ses finalités et effets (*pour le peuple*). Le progrès d'une dimension peut impliquer une régression sur les autres. [...] on peut être amené à considérer que le gouvernement sera d'autant mieux « pour le peuple » qu'il sera moins « par le peuple ».[...]

Au XIX^e siècle, de nombreux penseurs ou acteurs progressistes étaient sceptiques, voire franchement hostiles, à l'égard de la démocratie ; leur progressisme n'était pas pour autant en cause. La démocratie était une forme spécifique de régime politique dont les valeurs constitutives étaient légitimement discutables, et les effets pratiques encore inconnus. Dans la première moitié du XX^e siècle, le sens de la démocratie évolue. Elle en vient à désigner simultanément un régime spécifique (gouvernement libéral représentatif fondé sur le suffrage universel) et une aspiration plus large à la démocratisation (réduction des inégalités de statut, de pouvoir au sein de la société et de l'entreprise). Il est possible dès lors de critiquer la démocratie (au premier sens) au nom de la démocratie (au second sens). Le socialisme d'inspiration marxiste au sein des régimes représentatifs s'est efforcé constamment de le faire. [...] de l'extérieur (*on peut*) rejeter à la fois le régime libéral représentatif et l'aspiration égalitaire. C'est le sens du fascisme, comme du conservatisme autoritaire de type espagnol ou portugais. Depuis 1945, en revanche, la critique externe à la démocratie est devenue marginale.[...] Dès lors à de très rares exceptions près, la démocratie est l'habillage nécessaire de toute stratégie politique ; il y a par conséquent, sinon autant d'idées démocratiques que de partis ou de mouvances politico-idéologiques, du moins un foisonnement qui échappe à tout recensement et même à toute catégorisation cohérente.

¹ Historien à l'université Dalhousie, Halifax, Canada, spécialiste d'histoire moderne anglo-américaine et d'histoire comparée des colonisations.

Document 3 - Marcel GAUCHET : « Je crains une anomie démocratique », article - Le Monde -
Propos recueillis par Françoise Fressoz, publié le 11 mars 2019 à 07h00 - Mis à jour le 15 mars
2019 à 08h58 – www.lemonde.fr

Ce qui pose problème aujourd'hui, ce n'est pas le principe démocratique mais la façon de le traduire et de le faire fonctionner, pense le philosophe et historien.

*Penseur de la démocratie, le philosophe et historien Marcel Gauchet est directeur d'études émérite à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), rédacteur en chef de la revue *Le Débat* (Gallimard), l'une des principales revues intellectuelles françaises, qu'il a fondée avec l'historien Pierre Nora en 1980. Il est l'auteur notamment d'une tétralogie consacrée à *L'Avènement de la démocratie* (Gallimard, 2017).*

=> La démocratie est-elle en danger ?

Elle dysfonctionne au point de susciter une immense frustration chez une très grande partie des citoyens et d'engendrer une contestation dont on ne sait où elle mènera. En même temps, je ne suis pas pessimiste sur le fond car je ne vois pas émerger de véritable proposition alternative au régime démocratique. Il y a, certes, de confuses tentations autoritaires mais sans idéologie, force sociale ni organisation pour les porter. C'est la grande différence avec les années 1930 : le principe démocratique est entré dans les têtes à un tel degré que toute autre chose nous est impensable.

En revanche, nous n'avons pas de solutions satisfaisantes pour traduire la démocratie en pratique et la faire correctement fonctionner. Ce que je crains n'est donc pas une remise en cause mais une espère d'anomie démocratique où, au nom de la démocratie, des tentations totalement contradictoires se font jour sans permettre de frayer un chemin consensuel vers ce qui serait la bonne manière de la faire vivre. La situation est inédite et très troublante mais elle ne présage pas le retour des dictatures.

=> Pourtant, dans les enquêtes d'opinion, l'attachement à la démocratie recule tandis que la demande d'autorité progresse.

C'est vrai, mais il faut interpréter correctement ces données : ce qui fondamentalement s'exprime derrière cette aspiration à plus d'autorité est une demande d'efficacité politique qui n'est plus assurée. Pour bien fonctionner, la démocratie doit pouvoir garantir simultanément la liberté de chacun et l'efficacité du pouvoir collectif. La liberté de chacun est largement acquise.

En revanche, le pouvoir de tous apparaît complètement déficient. Il nourrit une frustration qui est au cœur du divorce actuel sur le terme même de démocratie. On le constate dans des démocraties aussi diverses que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Hongrie, la Pologne ou encore la France touchées à des degrés divers par le populisme.

=> En quoi la France se distingue-t-elle des autres ?

Elle a particulièrement mal vécu le tournant libéral des années 1980 car, de toutes les grandes démocraties, elle est celle qui attend le plus de l'autorité publique et croit le plus à l'efficacité de la politique. Or, en trente ans, le pouvoir s'est dilué dans des privatisations qui ont privé l'Etat de leviers essentiels, dans une décentralisation mal conduite et dans la prolifération d'autorités indépendantes qui ont brouillé la décision publique. Aussi, lorsque les Français ont des comptes à demander, c'est vers le président de la République et lui seul qu'ils se tournent parce que l'élection présidentielle a fait de lui l'unique responsable identifié.

=> L'esprit public est-il devenu « délétère », comme le dit Alain Juppé ?

Une révolution technologique s'est produite qui permet au premier venu d'insulter la Terre entière en toute impunité. Du point de vue de la philosophie libérale, cela pose un vrai problème : celui d'une liberté d'expression illimitée sans responsabilité. Une radicalité qui n'est plus politique mais morale et subjective se développe, marquée par une intolérance virulente au point de vue de l'autre.

C'est évidemment inquiétant car la démocratie, ce n'est pas seulement la liberté, mais la liberté au service d'une discussion commune destinée à aboutir à un accord pacificateur. Cette dimension-là est en train de s'évanouir psychologiquement de l'esprit des gens, y compris les plus cultivés.

=> Pourquoi les élites sont-elles à ce point stigmatisées ?

Ce qui leur est reproché n'est pas d'exister mais de ne pas se préoccuper du sort commun. La technocratie gaulliste des années 1960 était légitime, car elle était perçue comme travaillant selon l'éthique du service public.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il y a, en outre, un problème structurel qui tient au mélange et aux allers-retours entre public et privé. Il entretient un soupçon permanent de corruption dans l'esprit des citoyens. Il faut clarifier cette situation.

=> Est-il encore possible de réconcilier le peuple et les élus ?

Je le crois. Ce qui est saisissant dans le mouvement des « gilets jaunes », c'est la forte demande qu'ils adressent à la politique. Prenez leur revendication autour du référendum d'initiative citoyenne (RIC) : elle ne consiste pas à réclamer « tout le pouvoir pour les soviets » mais à faire valoir que, « sur un certain nombre de sujets, on ne vous fait pas confiance, donc on veut être consultés ». Je ne vois pas, dans le principe, ce qui interdirait de répondre à cette demande.

=> Faut-il toucher aux institutions ?

Je ne crois pas au bouleversement institutionnel. Les institutions ne seront jamais que ce qu'en font leurs acteurs. Tout repose sur la sagesse du personnel politique et sa capacité de résister aux illusions du pouvoir. Un président sage doit comprendre qu'il ne peut pas tout décider tout seul, réaliser qu'il a besoin de relais dans la société et trouver une traduction au besoin d'écoute qui s'y exprime.

La difficulté est qu'il manque un rouage essentiel pour mettre en cohérence ce que le peuple demande : les partis sont tous mal en point, mais à qui la faute, là encore ? Leurs responsables en ont-ils fait des organisations accueillantes qui contribuent à l'intelligence collective ? Ne rêvons pas d'une mécanique qui nous dispenserait de répondre à ces questions.

Document 4 – Yascha MOUNK, introduction de *Le peuple contre la démocratie*, L'observatoire, 2018, p 8-12, paru aux USA en 2018, *The People vs Democracy. Why Our Freedom Is in Danger & How to Save it*.

Hier encore, la démocratie libérale triomphait. Quoi qu'il en fût des imperfections, la plus grande partie des citoyens semblait profondément attachée à cette forme de gouvernement. L'économie croissait. Les partis radicaux brillaient par leur insignifiance. Les politologues soutenaient que, dans des endroits tels que la France ou les Etats-Unis, la démocratie était gravée dans le marbre et que rien ou presque ne changerait dans le futur immédiat. Du point de vue politique, semblait-il, le futur ne serait guère différent du passé..

Puis le futur est arrivé – et s'est plutôt avéré très différent.

L'Histoire de la désillusion des citoyens à l'égard de la politique est ancienne ; elle a désormais pris une forme inquiète, frustrée, méprisante, même. Le système des partis avait l'air figé ; aujourd'hui les populismes autoritaires ont le vent en poupe tout autour du monde (...) Les électeurs ont toujours exprimé leur dégoût à l'égard de certains partis, hommes politiques ou gouvernement ; à présent , la plupart d'entre eux sont lassés de la démocratie libérale elle-même.

L'élection de Donald Trump à la Maison Blanche a été la manifestation la plus évidente de la crise qui frappe la démocratie. On ne saurait assez insister sur l'importance de son ascension. Pour la première fois de mémoire d'homme la plus ancienne et puissante démocratie du monde a élu un président qui n'hésite pas à exprimer publiquement son dédain pour les principes constitutionnels les plus élémentaires – quelqu'un qui s'est refusé à déclarer qu'il accepterait le résultat des élections ; qui a appelé à l'emprisonnement de ses opposants politiques principaux ; et qui n'a cessé d'accorder sa préférence aux adversaires autoritaires du pays plutôt qu'à ses alliés démocrate. (...)

Document 4bis – Yascha MOUNK, introduction de *Le peuple contre la démocratie*, L'observatoire, 2018, p 8-12, paru aux USA en 2018, *The People vs Democracy. Why Our Freedom Is in Danger & How to Save it*.

Après la chute de l'Union Soviétique, la démocratie libérale est devenue la forme dominante de régime dans le monde. Elle semblait indéracinable en Amérique du Nord et en Europe occidentale, s'était très vite installée dans les anciens pays autocratiques d'Europe de l'Est et d'Amérique du sud, et se diffusait à toute vitesse à travers l'Asie et l'Afrique.

Une des raisons du triomphe de la démocratie libérale est qu'il n'en existait pas d'alternative cohérente. Le communisme avait échoué. La théocratie islamique comptait peu de soutiens en dehors du Proche-Orient. Le singulier système chinois de capitalisme d'Etat visage communiste n'avait aucune chance d'être copié dans des pays qui ne partageaient pas son histoire propre. Le futur appartenait, croyait-on, à la démocratie libérale (...)

Il y a un quart de siècle, la plupart des citoyens des démocraties libérales se montraient très satisfaits de leurs gouvernements et manifestaient un haut degrés d'approbation quant à leurs institutions ; aujourd'hui ils sont plus déçus que jamais. Il y a un quart de siècle, la plupart des citoyens étaient fiers de vivre dans des démocraties libérales et rejetaient avec vigueur toute alternative autoritaire à leur système de gouvernement ; aujourd'hui, beaucoup sont devenus hostiles à la démocratie. Et il y a un quart de siècle, les adversaires politiques se retrouvaient autour d'un respect partagé pour les règles et principes démocratiques de base ; aujourd'hui les candidats qui violent les normes les plus élémentaires de la démocratie libérale ont remporté un pouvoir et une influence considérable.(...)